

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICE

Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), établissement public à caractère administratif,
dont le siège se situe 2 Rue Antoine Charial CS 33 927 - 69426 Lyon Cedex 03

Ci-après désigné "l'acheteur"

MISE À DISPOSITION DE PERSONNEL INTÉRIMAIRE POUR LE CEREMA

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRE (CCP)

Réf : 25-077_AC

ARTICLE 1 – OBJET ET ÉTENDUE DU MARCHÉ	4
1.1– Objet	4
1.2– Décomposition en lots	4
1.3 – Nature et procédure	4
1.4 – Forme et montant du marché	4
1.5 – Spécifications techniques	4
1.6– Clause de non exclusivité	4
1.7 – Prestations similaires	5
1.8 – Clause sociale	5
ARTICLE 2– DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4 - INTERVENANTS	6
4.1 – CEREMA	6
4.2 – Titulaire	6
ARTICLE 5 – SALAIRES	6
ARTICLE 6 – INDEMNITÉS	6
6.1 – Concernant les repas	6
6.2 – Concernant les transports	7
ARTICLE 7 – TEMPS DE TRAVAIL ET CONGÉS	7
7.1 – Le temps de travail	7
7.2 – Les congés	7
ARTICLE 8 - CONFIDENTIALITÉ	7
8.1- Cadre général	7
8.2 - Rappel des obligations du titulaire	8
8.3 - Modalités de contrôle et de sanction	8
ARTICLE 9 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	8
ARTICLE 10 - RESPONSABILITÉS	8
ARTICLE 11 – CONTENU DES PRESTATIONS	9
11.1 – Généralités	9
11.2 – Modalités	9
11.3 – Renouvellement ou aménagement du terme de la mission	10
11.4 – Remplacement d'un intérimaire	11
11.5 – Résiliation du contrat de mise à disposition – à la demande du Cerema	11
11.6 – Résiliation du contrat de mise à disposition – à la demande du titulaire	11
11.7 – Possibilité d'embauche en fin de la mission d'intérim	11
ARTICLE 12 – PÉNALITÉS	12
12.1 – Pénalités de retard	12
12.2 – Autres pénalités	12
ARTICLE 13 – PRIX DU MARCHÉ	12
13.1 – Caractéristiques des prix pratiqués	12

13.2 – Contenu des prix	12
13.3 – Variation des prix du marché	12
13.4 – Modalités de passation des bons de commande	12
ARTICLE 14 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES	13
14.1 – Acomptes et paiements partiels	13
14.2 – Demande de paiement	13
14.3 – Modalités de règlement	14
14.4 – Unité monétaire	14
ARTICLE 15 – AVANCE	14
ARTICLE 16 – OPÉRATION DE VÉRIFICATION ET DE RÉCEPTION DES PRESTATIONS.....	14
ARTICLE 17 – LITIGES	15
ARTICLE 18 – ASSURANCES	15
ARTICLE 19 – RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	15
19.1 – Résiliation sans faute	15
19.2 – Résiliation pour faute	15

ARTICLE 1 – OBJET ET ÉTENDUE DU MARCHÉ

1.1– Objet

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (CCP) concernent la réalisation de prestations d'intérim pour répondre à des besoins de remplacement temporaire de personnels, d'accroissement temporaire d'activités ou pour des missions ponctuelles au sein du Cerema.

Les fiches de postes types sont jointes en annexe.

Le personnel mis à disposition sera amené à intervenir sur les différents sites d'Île de France (Champs sur Marne, Trappes, Fontenay) et de la région Lyonnaise (Bron, Lyon Charial) du Cerema.

1.2– Décomposition en lots

Le marché n'est pas alloté puisque l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Les variantes ne sont pas acceptées.

1.3 – Nature et procédure

Le présent marché est un marché de prestations de service.

La procédure de passation utilisée est la procédure d'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles R2161-2 et suivants du code de la commande publique.

1.4 – Forme et montant du marché

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire donnant lieu à l'émission de bons de commande dans les conditions fixées par le Code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 700 000 € HT sur toute sa durée.

La transmission des bons de commandes sera effectuée par échange dématérialisé.

Les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'accord cadre. Toutefois leur durée d'exécution peut se prolonger au-delà de la date de validité de l'accord cadre, dans les conditions fixées à l'article R2162-5 du code de la commande publique.

1.5 – Spécifications techniques

La description des prestations est indiquée dans le présent cahier des clauses particulières (CCP).

1.6– Clause de non exclusivité

L'accord-cadre est non exclusif, le Cerema se réservant la possibilité de s'adresser à un prestataire extérieur dans les hypothèses alternatives suivantes :

- Dans le cas où le titulaire se trouverait dans l'incapacité de répondre à un bon de commande ;
- En cas de défaillance dans l'exécution des prestations ;
- Dans le cas où le besoin de recrutement émane d'un site du Cerema se trouvant en dehors du périmètre géographique mentionnée au présent CCP ;

➤ Dans le cas où le recrutement porte sur un poste hors du champ de compétence défini par les fiches de postes en annexe du présent CCP.

1.7 – Prestations similaires

Le titulaire pourra se voir confier des prestations similaires dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

1.8 – Clause sociale

Le Titulaire est encouragé à recourir à des actions favorisant l'insertion sociale dans l'exécution du présent marché. Cela peut inclure le recrutement de personnes éloignées de l'emploi (demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes sans qualification, bénéficiaires de minima sociaux, etc.) ou la sous-traitance avec des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE). Bien que cette démarche ne soit pas rendue obligatoire, le recours à des structures d'insertion ou l'embauche de ces publics, sera particulièrement appréciée par le Cerema dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 2– DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an à compter du 1er janvier 2026 ou de la date de notification si celle-ci est postérieure.

Le marché pourra tacitement être reconduit 3 fois pour une durée de 12 mois à chaque reconduction sauf décision contraire de l'acheteur intervenant au minimum 2 mois avant la fin de chaque période.

La durée maximale du marché est de 48 mois.

La réunion de démarrage se tiendra dans les 15 jours suivant la notification. Elle devra permettre de définir l'organisation du marché : profils de poste demandés, calendrier de recrutement, catégorie d'emploi, modalités de travail, profils d'emploi à 35h/semaine, RGPD ...

Les bons de commandes pourront s'exécuter au-delà de 48 mois sur une période maximale de 3 mois après la fin de l'accord-cadre.

Les délais d'exécution sont fixés dans le contrat.

ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre décroissant de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe :
Annexe n°1 : le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes les fiches de poste ;
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services, approuvés par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire méthodologique du titulaire ;
- Les bons de commande ;
- Les contrats de travail des personnels intérimaires.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au moment de la remise de l'offre.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2 du CCAG-FCS, le présent CCP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

ARTICLE 4 - INTERVENANTS

4.1 – CEREMA

Le suivi du marché est assuré par le secrétaire général adjoint, directeur délégué aux ressources dont le nom et les coordonnées seront communiquées lors de la réunion de démarrage.

Il sera l'interlocuteur obligatoire du responsable de la mission sur le pilotage global du projet.

Il pourra désigner, ponctuellement si besoin, d'éventuels remplaçants.

4.2 – Titulaire

Le titulaire désignera un interlocuteur unique responsable des relations avec le CEREMA. Le chef de projet dédié doit disposer d'une expérience dans ce type d'accompagnement.

Les profils de tous les intervenants du titulaire figurent dans le mémoire méthodologique. Les curriculum-vitae des intervenants seront transmis au démarrage du marché, ils doivent correspondre aux profils indiqués dans le mémoire méthodologique.

En cas de défaillance d'un des intervenants, le titulaire devra en aviser immédiatement la personne représentant le pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne se trouve pas compromise.

Par dérogation à l'article 3.4.3 alinéa 1er du CCAG-FCS, obligation est faite au titulaire de proposer un remplaçant d'un niveau équivalent et d'en communiquer le nom et le curriculum-vitae dans un délai de sept jours à compter de la d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

Le remplaçant est considéré comme accepté si la personne publique ne le récuse pas dans les conditions fixées à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'interlocuteur défaillant assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouvel interlocuteur désigné pour le remplacer ou le succéder, ou à défaut, au CEREMA.

La personne publique se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou des intervenants ; elle avise le titulaire qui prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer un remplacement dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'avis.

ARTICLE 5 – SALAIRES

Les fourchettes de rémunérations indicatives prévues dans le BPU sont déterminées en fonction de la nature du poste à occuper et prennent en compte l'expérience et le niveau de diplôme du candidat retenu. Elles ne prennent pas en compte les heures supplémentaires, le travail de nuit, du week-end et des jours fériés, dont les modalités sont déterminées selon la législation en vigueur.

Pour chaque demande formulée par le Cerema le profil de poste sera accompagné d'une fourchette de rémunération ou d'un taux horaire ferme correspondant et adapté au type de poste recherché. Le titulaire proposera ainsi un taux horaire de rémunération compris dans cette fourchette qui devra ensuite faire l'objet d'une validation du Cerema.

ARTICLE 6 – INDEMNITÉS

6.1 – Concernant les repas

Les intérimaires bénéficient de l'accès à la restauration collective avec application de la participation de l'employeur dans les mêmes conditions que les agents permanents du Cerema

Le Cerema ne propose pas de titres-restaurant.

6.2 – Concernant les transports

Les intérimaires bénéficient également de la prise en charge des titres d'abonnement aux transports en commun en vertu de l'article L.3261-2 du Code du Travail. Depuis le 1er janvier 2009, tout employeur situé sur le territoire français est tenu de prendre en charge 50 % du prix des titres d'abonnements souscrits par ses salariés pour leurs déplacements réalisés entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail, accomplis au moyen de transports publics.

Le profil de candidat proposé par le titulaire devra être accompagné d'une mention indiquant si ce dernier possède un abonnement aux transports en commun. Les frais s'y rattachant seront ensuite refacturés au Cerema.

6.3 – Concernant l'indemnité de résidence

Les intérimaires pourront bénéficier de l'indemnité de résidence qui est de 1% sur la région lyonnaise et de 3% sur la région parisienne, appliquée à la part salariale brute.

ARTICLE 7 – TEMPS DE TRAVAIL ET CONGÉS

7.1 – Le temps de travail

Selon le poste occupé par l'intérimaire, la quotité de travail hebdomadaire et les horaires seront précisés lors de chaque mission. Les quotités de travail seront 35 heures par semaine.

7.2 – Les congés

Les intérimaires sont assujettis aux mêmes jours de fermeture exceptionnels que les agents permanents du Cerema.

ARTICLE 8 - CONFIDENTIALITÉ

8.1- Cadre général

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS toutes les informations, documents et données échangés dans le cadre du présent marché sont réputés présenter un caractère confidentiel sans que le CEREMA n'ait à signaler ce caractère confidentiel. Seuls les informations, documents ou données signalés comme non confidentiels ou rendus publics par la volonté du CEREMA ne relèvent pas de l'obligation de confidentialité.

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature présentant un caractère confidentiel sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par leurs salariés et agents, même après que ceux-ci auront cessés d'exercer leurs fonctions.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

8.2 - Rappel des obligations du titulaire

Le présent marché confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu **d'assurer l'égalité** des usagers devant le service public et de veiller au respect des **principes de laïcité et de neutralité** du service public.

A ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

8.3 - Modalités de contrôle et de sanction

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent marché pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

ARTICLE 9 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (le règlement général sur la protection des données). En particulier, le titulaire traite les données à caractère personnel, dans le cadre du présent marché, conformément au document RGPD qui lui sera remis lors de la réunion de démarrage.

Les données à caractère personnel transmises au titulaire ou collectées par celui-ci lors de l'exécution du marché sont couvertes par le secret professionnel en vertu de l'article 226-13 du code pénal et engage la responsabilité pénale du titulaire à ce titre.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITÉS

La responsabilité du titulaire est limitée au préjudice direct et en tout état de cause au montant du marché.

Le titulaire est seul responsable du fait de ses agissements, des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre l'Etablissement en cas de condamnation encourue par lui, ses

préposés ou ses ouvriers. Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail). Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire. Le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du CEREMA. Il doit observer les consignes de sécurité et les règles appliquées au personnel extérieur à l'établissement.

Le titulaire doit se conformer aux textes législatifs et réglementaires régissant les prestations parus ou à paraître et notamment :

- les textes relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail dans l'entreprise et notamment ceux qui ont trait à l'hygiène et à la sécurité du personnel ;
- les textes relatifs aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;
- les textes relatifs à la lutte contre le travail clandestin.

En outre, il doit faire bénéficier son personnel de toutes les lois sociales en vigueur ou à intervenir pendant la durée du contrat.

Le titulaire s'engage à vérifier que son personnel intérimaire détient le ou les diplômes exigés.

S'il apparaît que le titulaire n'a pas procédé aux vérifications qu'un responsable de recrutement normalement avisé mettrait en œuvre pour l'emploi d'une qualification déterminée et qu'il en résulte un préjudice pour le CEREMA, sa responsabilité peut être engagée.

ARTICLE 11 – CONTENU DES PRESTATIONS

11.1 – Généralités

Les demandes de prestation pourront notamment porter sur les types de postes listés ci-dessous, pour lesquels figurent, en annexe 1, les fiches de postes des principaux emplois concernés :

- Gestionnaire financier
- Chargé de comptabilité
- Gestionnaire ressources humaines
- Assistant support informatique
- Gestionnaire de biens immobiliers
- Référent patrimoine et bâtiments
- Coordinateur Transition énergétique

Plus accessoirement, les demandes pourront porter notamment sur des postes de juristes, de chef/directeur de projet informatique, d'administrateur systèmes ou de concepteur-développeur.

11.2 – Modalités

Il convient de préciser que deux formes de prestation sont possibles et feront l'objet d'un chiffrage spécifique sur le bordereau de prix :

- La délégation de personnel : le recrutement des candidats est réalisé par la société d'intérim qui ensuite la délègue au Cerema ;
- La gestion du personnel : contrats conclus avec des candidats proposés par le Cerema.

Le Cerema envoie sa demande au titulaire (par courriel) ainsi que la fiche de poste concernée. Le titulaire s'engage à apporter une réponse positive ou négative dans un délai maximum de 72 heures.

Le titulaire adresse au Cerema :

- Une confirmation de prise en compte de la demande de mission par mail contenant l'indication de la suite réservée à la demande
- Dans le délai prescrit impérativement, une synthèse sur les candidats présentés (dossiers comprenant notamment : CV, contrôle de références, diplômes et tous documents utiles au jugement des candidatures)

Pour chaque demande de mission adressée au titulaire, celui-ci devra transmettre de préférence, a minima, 2 candidatures de personnel qualifié et conformes à la demande.

Après étude des dossiers par le Cerema, selon le profil du poste, les intérimaires passeront au minimum un entretien avec un responsable hiérarchique cadre du service demandeur.

Il appartient au titulaire de vérifier que la personne proposée est régulièrement autorisée et apte à exercer sa profession. Le Cerema se réserve le droit de refuser la personne qui lui est proposée. Le titulaire doit alors lui proposer sous 48H une nouvelle personne.

L'acceptation formelle par le Cerema donne lieu à l'émission d'un bon de commande, ce dernier mentionne les délais de mise à disposition et donne lieu à l'établissement du contrat de prise de fonction par l'agence d'intérim selon la réglementation en vigueur. Le contrat établi pour chaque salarié devra comporter toutes les mentions obligatoires, telles que définies aux articles L.1251-42, L.1251-43 et L.1251-44 du code du travail. Le contrat de prise de fonction précise le motif du recours à l'intérim, les caractéristiques du poste, le terme de la mission, le lieu et les horaires de travail, le traitement de référence, l'identité de l'intérimaire et le montant facturable, ... Le titulaire s'engage à établir pour chaque salarié temporaire, un contrat de mise à disposition au plus tard dans les 48 heures qui suivent cette mise à disposition.

Les bons de commande seront transmis par mail.

Afin de débiter sa mission au sein du Cerema, le personnel mis à disposition devra être muni du matériel nécessaire à l'accès au site ainsi que le matériel informatique. Pour ce faire, l'intérimaire devra présenter les documents demandés par le Cerema avant sa prise de poste (une pièce d'identité en cours de validité, une photo d'identité récente...).

Le personnel intérimaire est soumis pendant toute la durée de sa mission au respect du règlement intérieur du Cerema.

Les contrats de mise à disposition doivent comporter également les éléments suivants :

- Le n° du marché
- La date du début de la mission
- La durée du contrat
- L'identité du salarié
- Le motif précis du recours au Travail Temporaire
- La catégorie professionnelle
- Le lieu et les horaires de travail
- Durée de la période d'essai applicable ;
- Le montant de la rémunération, primes et accessoires applicables
- Les modalités applicables pour les jours fériés travaillés ou non ;

Ce contrat dispose d'une période d'essai valable tant pour l'intérimaire que pour le Cerema. Cette période d'essai est déterminée par le titulaire en fonction de la durée de la mission.

Les relevés d'heures signés seront transmis au titulaire chaque semaine/mois (le rythme sera défini au moment de la réunion de démarrage) par le service utilisateur du Cerema par mail, les originaux signés étant scannés en pièce jointe.

11.3 – Renouvellement ou aménagement du terme de la mission

Dans le cas où le Cerema souhaite renouveler le contrat de mise à disposition de l'intérimaire ou aménager le terme de la mission (avancer ou reporter), il en informe le titulaire par mail dans les meilleurs délais.

Tous renouvellements ou aménagements du terme de la mission se font respectivement dans le respect des articles L. 1251-12 et L. 1251-35, et L. 1251-30, L.1251-43, L. 1251- 31 du Code du Travail. Tous renouvellements ou aménagements du terme de la mission donnent lieu à la rédaction d'un avenant au contrat de mise à disposition. Le renouvellement ou le report du terme de la mission sont subordonnés à l'émission d'une nouvelle demande de mission.

11.4 – Remplacement d'un intérimaire

Si durant la période d'essai, il doit être procédé au remplacement de l'intérimaire, le titulaire doit dans un délai de 4 heures maximum préciser si cela est possible ou non de fournir une nouvelle ressource conforme au besoin du Cerema.

11.5 – Résiliation du contrat de mise à disposition – à la demande du Cerema

Le contrat de mise à disposition peut être résilié par le Cerema si l'intérimaire a commis une faute ne permettant pas de le maintenir dans ses fonctions. Dans ce cas, le Cerema avise immédiatement le titulaire par appel téléphonique confirmé par mail.

Par ailleurs, le Cerema adresse au titulaire une lettre recommandée avec accusé de réception rappelant les faits. Le contrat prend fin le jour du constat de la faute.

Il est entendu entre les parties que ne seront facturées au Cerema que les sommes dues à la date de cessation d'activité de l'intérimaire.

Aucune pénalité ne pourra être réclamée au Cerema.

Dans tous les cas, le titulaire procède, à la demande du Cerema, au remplacement de l'intérimaire.

11.6 – Résiliation du contrat de mise à disposition – à la demande du titulaire

Dans le cas où le titulaire met fin au contrat de mise à disposition pour des raisons indépendantes au Cerema, le titulaire procède, au remplacement de l'intérimaire.

11.7 – Possibilité d'embauche en fin de la mission d'intérim

Conformément à la loi en vigueur, au bout de 2 mois de prestation d'intérim, le CEREMA peut proposer au salarié intérimaire de signer à la fin de sa mission un CDI (Contrat de travail à durée indéterminée) ou un CDD (Contrat à durée déterminée).

La proposition doit être faite au salarié intérimaire par écrit par lettre avec RAR (Recommandé avec avis de réception), par lettre remise en main propre contre décharge, ou par tout autre moyen donnant date certaine à sa réception, avant la fin de la mission du salarié intérimaire.

Le Cerema précisera au Titulaire et au salarié intérimaire le délai de réflexion dont il dispose pour répondre.

Dans le cas où un agent mis à disposition ferait l'objet d'une embauche en directe par l'acheteur, une indemnité est prévue au BPU, conformément aux dispositions contractuelles et tarifaires définies entre les parties.

Toutefois, cette indemnité ne sera pas due dans l'hypothèse où ladite embauche résulte d'une opération de gestion de personnel initiée par l'acheteur à savoir lorsque le contrat d'intérim a été conclu avec un candidat préalablement identifié et proposé par le Cerema.

ARTICLE 12 – PÉNALITÉS

12.1 – Pénalités de retard

A° Lorsqu'un agent intérimaire est absent à deux (2) reprises et plus dans le même mois, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € net par absence.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard. Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

B° Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 50,00 €.

12.2 – Autres pénalités

Par dérogation au CCAG-FCS, le Cerema dispose de la faculté d'appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 300 € net en cas de non-respect des obligations contractuelles suivantes :

- en cas d'absence à une réunion ;
- à partir de trois erreurs dans la rédaction d'un contrat de mise à disposition conforme au bon de commande.

ARTICLE 13 – PRIX DU MARCHÉ

13.1 – Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations de ce marché sont rémunérées par application d'un coefficient multiplicateur au montant horaire brut de rémunération applicable à l'agent intérimaire concerné. Le titulaire produit mensuellement sa demande paiement. Celle-ci indique le nombre d'heures exécutées par les agents mis à disposition pendant la période concernée. Le nombre d'heures ne peut excéder 35h/semaine. Aucune heure supplémentaire ne sera réalisée ni facturée. Un système de badgeage existe sur tous les sites du Cerema et une carte de badgeage sera remise aux intérimaires afin qu'ils puissent également contrôler leurs heures réalisées et respecter ce cadre d'emploi.

13.2 – Contenu des prix

Les stipulations de l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-FCS sont applicables. Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Aucun frais supplémentaire n'est pris en compte.

13.3 – Variation des prix du marché

Les montants horaires bruts peuvent évoluer en fonction de la réglementation ou de la politique salariale propre au Cerema.

Les montants d'indemnités et coefficient sont fermes et définitifs pour toute la durée du marché.

13.4 – Modalités de passation des bons de commande

Les commandes sont passées au moyen de bons de commande signés par la personne responsable du marché ou la personne habilitée à la représenter. Les bons de commande sont envoyés par courriel sous la réserve pour le titulaire d'en accuser réception.

Chaque bon de commande précisera :

- la référence du présent marché et, le cas échéant, de chaque avenant ;
- le numéro et la date de la commande ;

- l'identification de la direction bénéficiaire ;
- les motifs pour lesquels il est recouru au salarié temporaire ;
- la durée de la mission et son début d'exécution ;
- la catégorie du poste concerné et le taux horaire applicable ;
- la nature de la mission confiée et les compétences requises (qualifications) ;
- le coefficient applicable pour la prestation demandée.

ARTICLE 14 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

Les différents paiements (acomptes éventuels, paiement partiel définitif et solde) s'effectuent dans les conditions fixées par l'article 11 du CCAG-FCS.

14.1 – Acomptes et paiements partiels

Les factures seront établies mensuellement sur la base des quantités réellement traités le mois précédent après application du coefficient correspondant ou sur la base des indemnités prévues au BPU en cas d'intégration de l'intérimaire en CDD ou CDI.

14.2 – Demande de paiement

Conformément au CCAG-FCS la demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- Le montant des prestations reçues, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- La décomposition des prix forfaitaires ;
- Lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Outre ces mentions réglementaires et les mentions légales, les demandes de paiement mentionnent les indications suivantes :

- le numéro de facture,
- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- le numéro de SIRET(mention obligatoire),
- la date d'exécution des prestations,
- la désignation des prestations,
- la somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- le taux de la TVA légalement applicables et montant total de la TVA correspondant,
- la désignation de l'organisme débiteur,
- l'adresse de livraison (qui peut être différente de celle de l'acheteur),
- le SIRET du CEREMA,
- les références bancaires et les moyens de règlement acceptés.

Depuis le 1er janvier 2020, toutes les entreprises sont soumises à l'obligation de dématérialisation et doivent déposer leurs factures sur le portail CHORUS PRO par l'intermédiaire du lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Il convient de noter que l'absence du SIRET de l'adresse de facturation du CEREMA, de numéro de marché et de service exécutant Chorus Pro provoque le rejet de la facture par la plateforme. Le délai de paiement ne prend effet qu'à compter de l'admission de la facture par la plateforme.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

14.3 – Modalités de règlement

Le mode de règlement du marché est le virement SEPA. Le CEREMA règle sur ses fonds propres. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur, à l'adresse de facturation de la direction indiquée dans le bon de commande.

14.4 – Unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A et pourra demander à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

ARTICLE 15 – AVANCE

Il est fait application des dispositions des articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique.

L'option B du CCAG-FCS s'applique.

ARTICLE 16 – OPÉRATION DE VÉRIFICATION ET DE RÉCEPTION DES PRESTATIONS

- Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler le nombre réel d'heures effectué par l'intérimaire.

Elle doit être visée par le Cerema et par l'intérimaire. Ce relevé contradictoire servira de base de calcul du coût réel de la prestation.

- Vérifications qualitatives

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la qualité du travail accompli, les diplômes et les aptitudes professionnelles du personnel mis à sa disposition et notamment la compréhension des instructions qui peuvent leur être fournies ainsi que la connaissance des précautions à prendre dans l'exécution des tâches confiées

A l'issue des opérations de vérification, le Cerema prend une décision expresse d'admission ou de rupture anticipée. Lorsque les prestations sont jugées conformes, elle prononce une admission totale de la prestation. En cas d'insatisfaction, il pourra être procédé à la rupture anticipée du contrat :

- Pendant la période d'essai
- En dehors de la période d'essai, en cas de faute grave de l'intérimaire.

ARTICLE 17 – LITIGES

En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lyon conformément aux dispositions de l'article R 312-11 du Code de justice administrative.

Par dérogation à l'article 43 du CCAG-PI, le différend doit être soumis préalablement à l'avis du Comité Consultatif National du règlement amiable.

ARTICLE 18 – ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le prestataire et ses éventuels sous-traitants doivent justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre de :

- La responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil ;
- La responsabilité professionnelle en cas de dommages occasionnés aux biens et aux personnes à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- Les responsabilités découlant des articles 1792 et suivants du Code civil.

ARTICLE 19 – RÉSILIATION DU MARCHÉ

19.1 – Résiliation sans faute

La résiliation du marché peut être prononcée sans faute du titulaire pour un motif d'intérêt général dans les conditions fixées par le chapitre 7 du C.C.A.G.-FCS.

19.2 – Résiliation pour faute

Le cas échéant, la résiliation du marché peut être prononcée pour faute du titulaire et peut donner lieu à une exécution aux frais et risques du celui-ci dans les conditions fixées par le chapitre 7 du C.C.A.G.-FCS.